

## Sur les derniers développements de la crise en Grèce et en Europe

### L'augmentation des taux d'intérêt auxquels l'État grec doit emprunter est désormais insoutenable

La pression des marchés financiers s'est accrue sur la Grèce et les taux d'intérêt auxquels l'État grec doit emprunter ont atteint des sommets : environ 10% (taux à 10 ans) contre environ 3% pour l'Allemagne. Ils sont désormais insoutenables. D'autant plus que le déficit public grec de 2009 est sans cesse revu à la hausse : annoncé à 12,7% du PIB par l'État grec, puis à 13,6% par Eurostat, le gouvernement grec avoue aujourd'hui qu'il pourrait atteindre 14% du PIB ! En outre, la Banque de Grèce, qui tablait jusqu'à présent sur un recul du PIB de 2% en 2010, a estimé mardi 27 avril que la récession pourrait être supérieure.

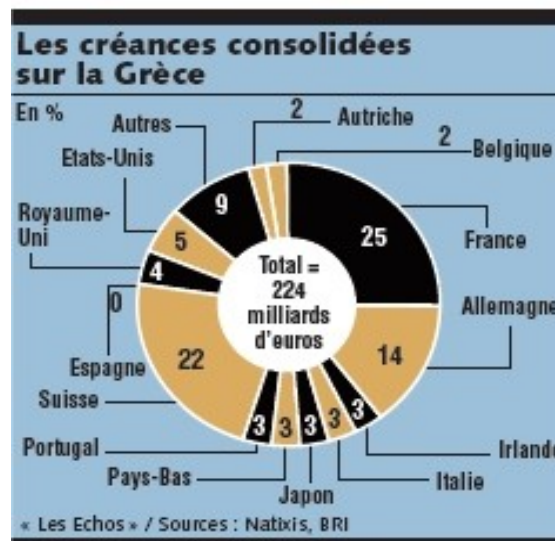
Vendredi 23 avril, le premier ministre grec Papandréou a donc été contraint de demander le déclenchement du plan d'« aide » négocié au niveau européen. Ce plan prévoyait au minimum 30 milliards de prêts bilatéraux et 15 milliards de prêts du FMI (pour l'année 2010). Pour être déclenché, il ne suffit pas que l'État grec le demande, il faut également que l'ensemble des pays de la zone euro donne son accord.

Mardi 26 avril, l'agence de notation financière Standard & Poor's a une nouvelle fois dégradé la note de la dette grecque de deux crans, de BBB+ à BB+, lui conférant désormais le statut de « junk bond » (obligation pourrie) ! Cela a fait monter les taux à 10 ans à 11% mercredi 27 avril !

### L'intervention conjointe des pays de la zone euro et du FMI se fera au prix de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs

Dans un premier temps, le gouvernement allemand a temporisé et a rappelé que l'octroi des « aides » prévues n'était pas automatique mais conditionné à un plan « crédible » de réduction du déficit public. À l'instar des autres gouvernements européens, le gouvernement allemand n'a pas pensé une seule minute laisser s'écrouler l'État grec sans réagir. Tous les dirigeants européens sont conscients des répercussions d'un défaut de paiement de l'État grec.

La dette publique grecque détenue par les étrangers (principalement les grandes banques européennes, principalement françaises, suisses, et allemandes) dépasse les 200 milliards d'€. Il faut aussi noter que les groupes bancaires se sont largement couverts via des produits d'assurances. Un défaut de paiement total de la Grèce se traduirait donc par de très lourdes pertes pour le secteur financier.



Si le gouvernement allemand s'est montré plus « dur » que ses homologues, l'objectif commun était bien de durcir au maximum les conditions de déclenchement du plan d'« aide ». Les négociations entre les pays de la zone euro, le FMI et la Grèce ont abouti samedi 1<sup>er</sup> mai. Il y aura donc un plan d'aide massif de 110 milliards

d'euros sur trois ans (80 milliards de prêts bilatéraux à 5% et 30 milliards de prêts du FMI) – 100 milliards pour l'État, 10 milliards pour les banques privées<sup>1</sup> –, accompagné de nouvelles mesures d'austérité :

- **Retraites** : la durée du travail pour avoir droit à une retraite pleine sera progressivement portée de 37 à 40 ans en 2015. La base de calcul prendra en compte le salaire moyen de la totalité des années travaillées et non plus le dernier salaire. L'âge légal de départ à la retraite va être lié à l'espérance de vie ; suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois de pension.

- **Fonctionnaires** : suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois de salaire pour les fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros, plafonnement à 1 000 euros pour les autres ; gel des salaires et retraites du secteur public jusqu'en 2014.

- **Salariés du privé** : le gouvernement va revoir la législation qui interdit aux sociétés de licencier plus de 2% de leurs effectifs totaux par mois.

- **Hausse des impôts** : hausse de deux points de la TVA, qui s'élève actuellement à 21 % ; hausse de 10 % des taxes sur le carburant, l'alcool, le tabac.

- **Réformes structurelles** : réduction des investissements publics, libéralisation des marchés des transports et de l'énergie, déréglementation des professions réglementées.

Le Parlement grec doit voter ces mesures d'austérité ce 6 mai. Le versement d'une première tranche du plan international pourra donc se faire avant le 19 mai (date à laquelle l'État grec devra rembourser 9 milliards d'€ à ses créanciers).

*Rappel des mesures déjà annoncées (appliquées ou en cours d'application)  
par le gouvernement grec entre décembre 2009 et mars 2010*

- Salariés du privé et du public : gel des retraites ; recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (passant de 61 à 63 ans) ;
- Fonctionnaires : gel du salaire en 2010, baisse de 10% des primes, réduction de 30% du 13<sup>e</sup> mois des fonctionnaires et de 60% de leur 14<sup>e</sup> mois diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches ;
- Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, hausse de 33 centimes du prix du litre d'essence depuis février, mesures pour limiter la fraude fiscale ; création d'un impôt sur la fortune (pour donner l'illusion que les efforts sont équitablement répartis) ;
- Mise en place de réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

## **La réaction des travailleurs grecs et la politique des bureaucraties syndicales**

La réaction des travailleurs rebondit, mais elle reste pour l'instant sous contrôle des bureaucraties.

*Mercredi 21 et jeudi 22 avril*, le Front de lutte syndical (PAME) dirigé par le KKE (Parti communiste) appelait à 48h de grève<sup>2</sup>. Des ports ont notamment été bloqués. Les secteurs du textile et du bâtiment ont débrayé. Adedy (syndicat de la fonction publique) a appelé les employés du secteur public à faire grève 24h jeudi 22 avril. Sous la pression de la bureaucratie syndicale, les contrôleurs aériens ont renoncé à la grève prévue suite aux problèmes liés au nuage de cendres du volcan islandais.

*Vendredi 23 avril*, jour où Papandréou s'est mis à genoux pour quémander l'aide internationale, des rassemblements ont eu lieu, principalement axés sur le refus de l'intervention du FMI. Il faut savoir qu'en Grèce, il y a toujours eu un fort sentiment national, de fortes mobilisations contre l'OTAN et l'impérialisme étranger (principalement états-unien). Le KKE, force hégémonique à la gauche du PASOK (parti socialiste), a une orientation nationaliste très marquée. Autrefois, Papandréou père (premier ministre PASOK) développait également une orientation nationaliste et populiste qui le distinguait de ses homologues européens. Aujourd'hui, près de deux Grecs sur trois, selon un sondage, désapprouvent la décision de leur gouvernement de solliciter l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

<sup>1</sup> Les banques grecques sont en très grande difficulté : les épargnants retirent leur argent par crainte d'une faillite de ces dernières (que l'État grec, lui même en grande difficulté, ne pourrait pas sauver), ce qui aggrave à son tour leur situation...

<sup>2</sup> Cf. communiqué du KKE en français sur le bilan de cette grève : <http://canempechepasnicolas.over-blog.com/article-en-grece-un-pas-decisif-dans-l-intensification-de-la-lutte-49492893-comments.html>

*Lundi 26 avril*, les marins ont fait à nouveau grève contre la levée des restrictions imposées aux navires de croisière étrangers en prélude à une libéralisation du secteur. Une autre grève a eu lieu le 1<sup>er</sup> mai.

*Mardi 27 avril*, à l'appel de la centrale syndicale des fonctionnaires ADEDY, les employés des transports publics d'Athènes se sont mis en grève, paralysant pendant six heures les bus, tramways et métros de la capitale grecque. Les centrales GSEE et ADEDY sont obligés de durcir le ton, d'annuler certaines rencontres avec le gouvernement (ou les experts de la BCE et du FMI) et ont appelé conjointement à une journée nationale de « grève générale » mercredi 5 mai (ADEDY appelant les fonctionnaires à se mettre en grève dès le 4 mai).

*Jeudi 29 avril*, une manifestation (appelée par Syriza, une coalition réformiste) a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Affrontements avec la police qui empêchait les manifestants d'atteindre le ministère des finances.

*Samedi 1<sup>er</sup> mai*, les manifestations ont rassemblé selon la police 20 000 personnes (cumulées) à Athènes et Salonique.

*Mercredi 5 mai*, la grève interprofessionnelle a été massivement suivie et les manifestations ont été impressionnantes : 30 000 à Athènes et 20 000 à Salonique selon la police. Pour tenter de garder le contrôle de la situation, Adedy annonce une nouvelle journée de grève en début de semaine prochaine. Des centaines de manifestants sont affrontées aux forces de l'ordre et se sont attaquées aux symboles du capitalisme. La police a été mise en « état d'alerte générale ». On a relevé trois morts dans une banque, lors d'un incendie vraisemblablement déclenché par des cocktails Molotov. Le gouvernement a instrumentalisé immédiatement l'événement et lancé sa police à la chasse aux anarchistes. La répression a été sévère, avec des dizaines d'arrestations après la manifestation.

*Jeudi 6 mai*, la tension n'a pas diminué : au moment où le Parlement votait le plan d'austérité, deux nouvelles manifestations, rassemblant chacune 10 000 personnes selon la police, avaient lieu à Athènes et des centaines de jeunes ont de nouveau affronté les forces de répression.

## **La contagion : le Portugal et l'Espagne en lignes de mire**

Le risque de propagation se précise en Europe. Mardi 27 avril, l'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé la note du Portugal de deux crans (de A+ à A-). Le lendemain, elle dégradait la note de l'Espagne. Les taux d'intérêt montent fortement dans des deux pays. Le différentiel avec les taux allemands est de plus de 3 points au Portugal et de plus d'1 point en Espagne.

Au Portugal, le chef du gouvernement socialiste José Socrates et le chef de l'opposition de droite ont appelé ensemble à l'union nationale. Socrates a déjà gelé les salaires des fonctionnaires dont le nombre va être diminué de 73 000 postes sur quatre ans. Des coupes importantes dans les grands projets ferroviaires et un programme de privatisation de 6 milliards d'euros ont été décidés.

L'Espagne est aussi en position très délicate : elle a été particulièrement touchée par la crise immobilière et la crise financière (le secteur immobilier étant surdimensionné avant la crise). Son coût du travail (relativement aux autres pays de l'UE) a fortement augmenté. Ses gains de productivité ont été très faibles. L'ajustement est donc brutal, le chômage massif (aux alentours de 20%) et les anticipations de croissance sont très faibles pour les années à venir. En fait, la situation est pire que celle de la Grèce, alors que le poids économique de l'Espagne est quadruple. Il faudra que l'État espagnol prenne des mesures encore plus drastiques que l'État grec pour éviter le défaut de paiement. Mardi 4 mai, une rumeur sur un appel imminent de l'Espagne au FMI a fait plonger la Bourse de Madrid et les autres bourses européennes dans la foulée...

## **Quelle issue capitaliste à la crise ?**

L'issue dépendra en grande partie de la lutte de classe, en particulier de la lutte des travailleurs grecs. Il est évident que l'ensemble des bourgeoisies, dans la limite des contradictions qu'il y a entre elles, fera bloc pour faire payer les travailleurs et éviter le défaut de paiement. Un tel défaut aurait des conséquences dramatiques pour les créanciers (les banques européennes) et pour les débiteurs (la Grèce, le Portugal, l'Espagne...). En effet, les débiteurs ne pourraient alors plus emprunter, ce qui les obligerait à équilibrer leur balance commerciale, d'où une contraction très forte du PIB.

Toutefois, il n'est pas exclu que la résistance des travailleurs empêche les capitalistes d'aller aussi loin qu'ils le souhaitent. Pour sauver l'essentiel, la dette pourrait être « restructurée », c'est-à-dire renégociée : en partie annulée, en partie reportée. Ce scénario *a priori* « raisonnable » est pourtant lourd de dangers : il aurait des conséquences directes sur la rentabilité des banques et ce précédent provoquerait une forte hausse des taux d'intérêt dans les autres pays européens. Les créanciers demanderaient en effet une « prime de risque » puisqu'il serait désormais établi qu'un défaut de paiement (même partiel) est possible au cœur de l'Europe. Il est donc certain qu'au-delà de leurs divergences, les grands pays européens feront tout pour éviter ce scénario.

En tout état de cause, la crise de la dette publique n'est pas un spectre, mais d'ores et déjà une réalité. C'est la conséquence des plans keynésiens de « relance » et des aides massives accordées aux banques et aux entreprises (socialisation des pertes). Les déficits publics aux alentours de 10% du PIB ne sont pas l'exception, mais plutôt la règle.

Les taux d'intérêt auxquels les États vont devoir s'endetter vont grimper, au risque de provoquer une nouvelle crise bancaire. En effet, la hausse des taux d'intérêt va provoquer automatiquement la chute de la valeur des obligations publiques émises précédemment<sup>3</sup> et détenues massivement par les banques.

La pression va donc se renforcer sur la Banque centrale européenne pour qu'elle intervienne sur les marchés financiers (ce que les traités actuels lui interdisent) afin d'acheter des obligations des États les plus en difficulté. À l'instar de ce que font la Réserve Fédérale des États-Unis ou la Banque centrale du Royaume Uni, cela permettrait de limiter la hausse des taux d'intérêt et de contrer la spéculation. Contrairement à ce que certains prétendent, il ne s'agit pas d'une « option nucléaire » (Jacques Cailloux) ou d'un recours à la « planche à billets » : il s'agirait toujours de prêts qui devraient être remboursés par les États à la BCE. La véritable « option nucléaire » serait que la BCE crée de la monnaie sans contrepartie (il ne s'agirait alors plus d'un prêt, mais d'un don) pour financer les déficits publics<sup>4</sup>. C'est ce que prônent certains keynésiens « radicaux », mais c'est une solution illusoire typique de ceux qui confondent la monnaie et la richesse. Créer massivement de la monnaie sans contrepartie et sans contrôle, cela ne peut qu'engendrer une hyper-inflation (une chute de la valeur de la monnaie) incontrôlable.

### **La réaction du PS : pour le plan d'« aide » européen tel qu'il est**

Le parti bourgeois PS regrette simplement la lenteur de la réaction européenne. Il prône un renforcement des institutions européennes et la mise en place d'un gouvernement économique européen. Le PS s'abstient bien sûr de critiquer ses « camarades socialistes » qui mettent en place les attaques les plus dures contre les travailleurs (en Grèce, au Portugal et en Espagne) et se réjouit de l'intervention du FMI, présidé par leur camarade Dominique Strauss-Kahn. Dans la nuit du 3 au 4 mai, le PS a voté avec l'UMP, à l'Assemblée nationale, le « plan d'aide d'urgence ». Benoît Hamon a osé déclarer, de façon hypocrite, que le PS avait voté « l'aide à la Grèce mais pas le plan d'austérité », alors que les deux sont indissociablement liés.

### **La réaction du PCF et du PG : pour un plan d'« aide » européen à taux réduits**

Les réformistes du PG et du PCF sont d'accord sur la nécessité d'un plan d'« aide » à la Grèce. Ils demandent simplement que les taux auxquels les États et la BCE prêtent à la Grèce soient réduits. Le PG demande que ces taux soient fixés à 1% (taux auxquels les banques se refinancent à la BCE) au lieu des 5% prévus par le plan européen.

### **La réaction du NPA : dénonciation du plan d'austérité, mais dans un sens réformiste**

Dans le tract national du 4 mai, la direction du NPA dénonce bien sûr le plan des gouvernements européens et du FMI, explique que c'est aux capitalistes de payer la crise en Grèce comme ailleurs et appelle à soutenir ici les travailleurs grecs qui se mobilisent contre le plan d'austérité. Mais elle ne dénonce pas le rôle clé joué par les

---

<sup>3</sup> Imaginons qu'une obligation de 100 euros ait été émise il y a un an au taux de 3%. Imaginons que la même obligation de 100 euros soit aujourd'hui émise au taux de 6%. Elle rapporte donc (en intérêts) deux fois plus que l'obligation d'il y a un an. Les détenteurs de l'obligation émise il y a un an ne pourront pas la vendre sur le marché à 100 euros, car elle rapporte beaucoup moins que les obligations émises aujourd'hui : la valeur de l'obligation chute en conséquence.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1973, la Banque de France pouvait octroyer des « avances au trésor » (non remboursées ou remboursées partiellement) pour permettre à l'État de financer « facilement » ses déficits publics.

bureaucraties syndicales pour accompagner les mesures terribles contre les travailleurs. Dans une logique de type réformiste et sans délimitation de classe, elle se prononce pour « *constituer un service public bancaire à l'échelle européenne, au service des populations* », comme si cela était possible dans le cadre de l'Union européenne capitaliste, sans en finir avec le capitalisme et ses institutions ! Enfin, elle exige « *l'annulation de la dette grecque* », comme si les banques, les États capitalistes ou le FMI pouvaient s'y résoudre. De plus, dans un article du 5 mai signé par Catherine Samary et Hugo Harari-Kermadec, du « Groupe de travail Économie du NPA », ce n'est même pas l'« annulation » pure et simple de la dette qui est demandée, mais il se conclut en disant qu'« *il faut refuser de payer pour des dettes sans audit, transparence et débat sur ces dettes* »<sup>5</sup>. Autrement dit, une partie des dettes de l'État capitaliste serait légitime et devrait être payée, après un prétendu « débat », par les travailleurs ! D'ailleurs, on lit aussi dans cet article que « *la monnaie et les financements sous contrôle public doivent être au service de la cohésion sociale* », comme si la société capitaliste n'était pas divisée en classes antagoniques !

## **Il faut une orientation révolutionnaire !**

Tout au contraire, les anticapitalistes conséquents doivent proposer une orientation prolétarienne et révolutionnaire et traduire en termes concrets ce que signifie le « refus de payer la crise » :

- **Nécessité de la grève générale illimitée** (la vraie !) comme seul moyen d'empêcher le gouvernement grec de mettre en place son plan d'austérité ;
- **Nécessité de combattre pour un gouvernement des travailleurs** comme seule perspective politique alternative à Papandréou ;
- **Défense des revendications légitimes et nécessaires que seul un tel gouvernement pourrait imposer** : refus de payer la dette, rupture avec l'Union européenne (rétablissement d'une monnaie nationale), contrôle des capitaux, monopole du commerce extérieur, expropriation rapide des grands groupes capitalistes sous contrôle ouvrier ;
- **Pour les États-Unis socialistes d'Europe**, fédération internationaliste des gouvernements des travailleurs par et pour eux-mêmes, seuls capables de construire une Europe au service de la majorité laborieuse en mettant fin au capitalisme.

Paris, le 6 mai 2010

Site de la Tendence CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)

Téléphone : 06 64 91 49 63

<sup>5</sup> Cf. <http://www.npa2009.org/content/crise-en-europe-racket-organise-contre-la-grece>